

# D'étranges pertes d'informations confidentielles du gouvernement

**Fiscalité** Le récent scandale de fraude fiscale mettant en cause des contribuables allemands se traduit par de nouvelles pressions sur la Suisse. Un regard sur le Royaume-Uni serait instructif



Jonathan Ivinson\*

Au lieu de s'atteler à réformer leur propre système fiscal, que beaucoup d'entreprises ne peuvent plus se permettre de supporter, les Etats membres s'en prennent aux systèmes à fiscalité privilégiée qu'offrent les pays étrangers, hors Union européenne, bien entendu! On ne fait pas allusion au taux d'impôt sur les sociétés de 12,5% en Irlande.

«Deux poids, deux mesures» également en ce qui concerne le débat, au niveau international, sur l'impôt sur le revenu des particuliers. L'hypocrisie de certains Etats membres européens est, à cet égard, véritablement stupéfiante. Au Royaume-Uni, le traitement fiscal réservé aux résidents non domiciliés localement permet de soustraire à l'impôt britannique les revenus ainsi que les plus-values de source étrangère, à la seule condition que ces sommes ne soient pas rapatriées sur le territoire du Royaume-Uni. En échange de cet avantage, de tels contribuables, résidant au Royaume-Uni depuis plus de sept ans, doivent acquitter depuis peu une taxe annuelle de 30 000 livres. Par conséquent, les comptes bancaires offshore représentent un aspect majeur de la structuration du patrimoine de ces contribuables, qui savent que non seulement cette pratique fiscale agressive et lucrative n'est pas

sanctionnée par les autorités britanniques mais qu'elles en profitent.

Malgré cela, le Royaume-Uni se trouve toujours au premier rang lorsqu'il s'agit d'attaquer les paradis fiscaux, bien que pour beaucoup de contribuables, il représente lui-même un paradis fiscal au moins aussi attractif que les îles Vierges britanniques ou les îles Caïmans. En réalité, aucun autre pays que le Royaume-Uni ne peut se vanter d'avoir autant contribué au développement des institutions bancaires offshore du fait de son système fiscal encourageant activement la localisation offshore des revenus!

Ainsi, l'attention soutenue portée à la Suisse n'est nullement une surprise, ni le fait d'ailleurs qu'il ne sera certainement fait aucune mention d'Etats membres, tels le Luxembourg, la Belgique et l'Autriche, qui disposent tous de lois sur le secret bancaire. A ce sujet, il ne faut pas oublier que la Suisse n'était pas le seul pays à défendre le secret bancaire lors de la signature de la Directive européenne sur la taxation de l'épargne. Le Luxembourg, la Belgique et l'Autriche ont choisi la voie de la retenue à la source de 15%.

La Suisse, elle, offre la possibilité de choisir entre l'échange de ces informations et le prélèvement d'une retenue à la source. Dès lors, la question est de savoir où placer la barre entre la nécessité de combattre l'évasion fiscale et le crime avec la protection de la vie privée des citoyens. Du point de vue de l'UE, il faudrait instaurer une présomption de culpabilité sur chaque contribuable ayant un compte bancaire en Suisse, afin que les institutions financières soient contraintes de facto à révéler aux gouvernements

le montant exact des sommes à la disposition de leurs clients. Il ne leur sera donc même plus fait confiance quant aux déclarations qu'ils pourraient remplir afin de fournir les informations sur leurs revenus. Tout cela semble un peu exagéré; c'est à l'image de la solution qui consisterait à faire disparaître toute la Sicile pour supprimer la mafia!

La police allemande a procédé à 163 arrestations après qu'il lui a été donné accès aux informations relatives aux comptes de la banque LGT. La perte de ressources fiscales enregistrée par le gouvernement allemand s'élèverait au final à environ 30 millions d'euros; de tels chiffres justifient-ils que soit totalement ignoré le droit à la vie privée des individus?

Peut-être l'Union européenne devrait-elle se pencher un peu plus sur les points suivants avant de tenter de ternir l'image de la Suisse en l'associant au scandale du Liechtenstein. Les contribuables européens aisés qui désirent payer moins d'impôts ont à leur disposition pléthore de solutions.

## Les contribuables peuvent-ils réellement faire confiance aux gouvernements?

Une des meilleures solutions pour les non-Britanniques reste encore de s'installer au Royaume-Uni. Ils peuvent également émigrer en Suisse. Pourquoi en viendraient-ils donc à l'évasion fiscale agressive, passible de poursuites judiciaires et pénales, alors qu'il existe des moyens tout à fait légaux permettant de réduire leur charge fiscale?

De plus, il existe de multiples raisons pour lesquelles il est opportun de disposer d'un compte bancaire en Suisse. La fiscalité n'en est certainement pas la principale, tout du moins pour les citoyens européens, du fait de la retenue à la source. En témoigne le fait que les banques privées suisses sont très appréciées des clients des Emirats arabes unis, dans lesquels il n'existe pas d'imposition sur le revenu! A l'évidence, cela s'explique par le fait que le secteur bancaire suisse est reconnu comme étant le plus performant et que l'on peut se risquer à dire, même dans le contexte actuel, que les informations sensibles sur les clients des banques suisses ne se retrouveront pas étalées dans la presse du jour au lendemain!

En effet, les gouvernements, contrairement aux banques suisses, ne peuvent pas garantir la confidentialité du traitement des données personnelles. Il y a quelques mois, au Royaume-Uni, des disques durs contenant les noms, adresses et numéros de comptes de plus de 20 millions de personnes ont tout simplement disparu. Si de telles informations venaient à tomber entre les mains de criminels, ces derniers pourraient aisément détourner plusieurs milliards de livres. Le risque afférent à la confidentialité de ces informations est d'autant plus élevé à la lueur du scandale du Liechtenstein. Exit la question du «Big Brother», il faut savoir si les contribuables peuvent faire confiance aux gouvernements quant au traitement de ces informations. Les récents événements en Angleterre nous suggèrent le contraire!

\*Avocat spécialisé en droit fiscal international et associé de Hogan & Hartson à Londres et à Genève.

## Bloc-notes

### Très vieux Japon...



Ignace Jeannerat

Lundi dernier, le Japon célébrait la fête des... enfants. Autant dire qu'il y a urgence, vu l'état démographique catastrophique du pays. Le nombre d'enfants décline sans interruption depuis 27 années. Le pays compte désormais moins d'enfants âgés de 14 ans ou moins qu'à aucun moment depuis 1908. La proportion d'enfants dans la population a atteint un plancher historique de 13,5%. A l'inverse, 22% de la population est âgée de 65 ans ou plus, la proportion la plus élevée au monde. Et ce chiffre augmente. En 2020, les personnes âgées seront trois fois plus nombreuses que les enfants, selon les prévisions du rapport gouvernemental. En 2040, elles seront près de quatre fois plus nombreuses. Avec des conséquences démographiques et économiques graves. L'actuelle deuxième économie mondiale perdra 70% de sa main-d'œuvre d'ici à 2050... L'OCDE presse le Japon de réagir: sa croissance économique ne dépassera plus le 0,5% dans les prochaines années, dit-elle, si l'Archipel ne prend pas des mesures pour freiner le déclin de sa population active.

Heureuse surprise pour l'économie française. La croissance a été bonne au 1er trimestre 2008 (+0,6%), soit 2,2% en rythme annuel contre 1,9% dans une estimation précédente. L'agence d'analyse Asterès note que le phénomène le plus notable tient au changement de moteur de l'activité. En effet, ces dernières années, l'économie française s'était reposée sur le couple consommation/investissement logement, alors que la contribution des entreprises (investissement/exportations) avait eu

tendance à tirer la croissance vers le bas. La configuration est désormais inverse. La consommation des ménages est à l'arrêt en raison de la montée de l'inflation qui a amené les Français à restreindre leurs dépenses. L'investissement logement est stable. En revanche, l'investissement des entreprises a progressé ainsi que les exportations. Malgré l'euro fort.

Cela dit, le gouvernement français n'a pas de quoi pavoiser car ce score de 2,2% est loin des projections annoncées (2,7% à 3%) au lendemain de l'élection présidentielle et il se situe dans le bas du classement des pays de la zone euro (2,6% en moyenne). En Allemagne, la période de janvier à mars a été particulièrement faste, avec une croissance de 1,5% deux fois supérieure au consensus des économistes. C'est même le chiffre le plus élevé depuis 1996.

### En Allemagne, la période de janvier à mars a été particulièrement faste

Quand la parole donnée n'est pas tenue, cela coûte très cher. Airbus a versé 110 millions de dollars à la compagnie aérienne Emirates depuis un an en dédommagement des retards de livraison sur l'A380. Emirates a commandé au total à Airbus 58 exemplaires dont la première livraison a subi près de deux ans de retard. L'ardoise des dédommagements pourrait encore croître car, la semaine dernière, EADS a annoncé officiellement que le superjumbo aura un nouveau retard. Selon *Le Figaro*, la base de calcul des dédommagements est relativement simple: il suffit de multiplier les mois de retard par 1,5 million de dollars, le tarif mensuel de location d'un Boeing 777 ou d'un Airbus A340-600, et d'y ajouter le surcoût en carburant de ces appareils par rapport à l'A380.

## Analyse

# IMD, les raisons d'un succès



Jean-Claude Péclat

Lundi dernier, l'IMD a été classée première école mondiale pour chefs d'entreprises et cadres supérieurs (business school) à égalité avec Harvard. Mercredi, elle publiait son 20e rapport sur la compétitivité des pays, dont l'écho dans les médias va grandissant. Ce mardi, elle accueille Warren Buffett, un des investisseurs les plus riches et les plus écoutés de la planète.

Beau feu d'artifice pour une école qui reste de taille modeste par rapport à ses prestigieuses concurrentes. De plus, l'IMD reste assez jeune: elle est née en 1990 seulement de la fusion de l'IMEDE lausannois et de l'IMI genevois. N'ayons pas peur des mots: c'est à ce jour le succès le plus remarquable d'une collaboration lémanique.

A quoi tient-il? Peter Lorange, qui passe les «clés» de l'établissement à John R. Wells après l'avoir présidé pendant 15 ans, vient de publier un livre\* qui apporte des réponses claires et stimulantes à cette question.

Commençons par le point secondaire mais révélateur au sujet des «hit-parades» du *Financial Times* et consorts. Peter Lorange sait le rôle croissant qu'ils jouent dans un domaine où toujours plus

d'acteurs se font concurrence, mais il ajoute que ces classements «vont et viennent» et ne doivent pas dicter la stratégie de l'école. Basés d'abord sur des critères quantitatifs, de réputation, biaisés en faveur des modèles classiques américains, ils ressemblent au serpent qui se mord la queue: le succès d'hier est censé garantir celui de demain, et c'est ainsi que certaines «business schools» ne sont plus des lieux où l'on réfléchit à l'avenir, mais des clubs fermés où se cooptent les élites.

Ce n'est pas ainsi que fonctionne l'IMD. Son succès repose sur quelques règles d'or.

**Fonder l'enseignement sur le monde réel.** Contrairement à une idée reçue, l'IMD n'est que très secondairement une «machine à délivrer des MBA». Son rôle premier est de faire se rencontrer des cadres et directeurs qui tirent ensemble les leçons d'expériences vécues.

**Mettre l'accent sur la recherche,** transférer rapidement ses résultats dans l'enseignement. Plus d'un quart (27%) du budget est investi dans la R & D, ce qui est énorme. Sitôt publiées, les conclusions sont reprises en classe, discutées.

**Apprendre les uns des autres.** L'IMD n'est pas divisée en facultés, parce que le monde ne fonctionne pas en «silos» indépendants. Elle n'est pas davantage divisée en «maîtres» et en élèves, selon le modèle classique de transmission du savoir. L'apprentissage y est collectif et repose sur le partenariat. Ce point est d'autant plus important qu'à Lausanne se côtoient beaucoup de

nationalités. L'école aurait pu céder à la tentation de «vendre ses recettes» dans différentes succursales du globe pour gonfler son chiffre d'affaires. Elle aurait ainsi perdu l'avantage de la «petite boutique» réunissant en un lieu unique les cultures d'Asie, d'Europe et des Amériques. Cet avantage sera encore plus déterminant dans les années à venir.

**Assurer le suivi.** Pour entretenir la stimulation et rafraîchir les connaissances, l'école a mis sur pied un «réseau d'études» virtuel auquel participent 175 entreprises et des discussions sur le Web suivies chaque semaine par 3000 (!) personnes.

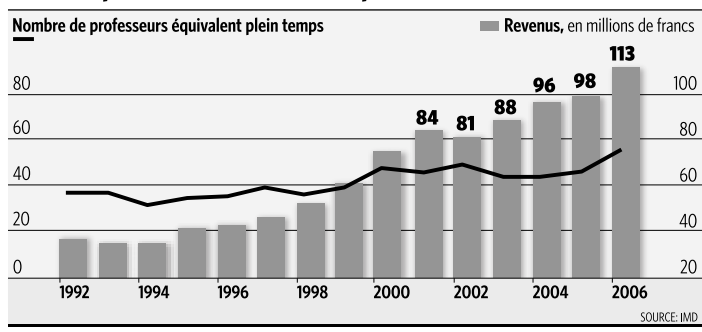
**Simplifier les structures.** Peter Lorange le dit sans détours: il faut une présidence forte qui insuffle vision et énergie. Cela implique qu'elle ait choisi une stratégie «simple et robuste», communiquée sans répéter. Faute d'un tel choix, on court le risque de voir les énergies se disperser en forces centrifuges et multiples commissions pédagogiques, nominations, etc. où l'on tourne en rond et nourrit les jalousies.

**Cultiver l'indépendance et l'esprit entrepreneurial.** L'IMD ne dépend d'aucune université. Elle paie bien ses professeurs, avec un système d'incitations transparent, et vise un sain équilibre financier. En quinze ans, les effectifs du corps enseignant n'ont augmenté que de 50%, tandis que les revenus étaient multipliés par sept. Depuis l'an 2000, l'école a réussi à investir 75 millions de francs (!) dans de nouveaux bâtiments avec des entreprises donatrices ou des fonds propres, sans s'endetter d'un franc...

Tels sont les résultats d'un modèle que Peter Lorange résume comme «l'esprit Rolex» appliqué au monde des business schools. A vrai dire, les universités publiques et nombre de décideurs politiques romands pourraient utilement s'inspirer des méthodes développées à l'IMD.

\* *Thought Leadership Meets Business – How business schools can become more successful*, Cambridge, mars 2008, 240 p.

## Plus de professeurs et surtout plus de revenus



## Kiosque

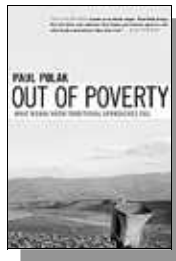
# Sortir de la pauvreté par le marché

### Out of poverty

What works when traditional approaches fail

Paul Polak

Berrett-Koehler, 232 pages



Un livre sur la pauvreté qui ne culpabilise pas le lecteur, qui ne l'endort pas non plus. Mais un ouvrage positif, qui propose des solutions qui fonctionnent et d'admirables portraits. C'est l'aventure et le succès entrepreneurial de son auteur, Paul Polak, auprès des agriculteurs qui ne gagnent pas 1 dollar par jour. Une personnalité, qui a obtenu le prix Ernst & Young entrepreneur de l'année. Et un parcours exceptionnel depuis la création de son entreprise International Development Enterprises (IDE) en 1981.

La solution à la pauvreté paraît trop simpliste. Ecouter les problèmes des petits paysans du Népal, du Vietnam ou de Zambie et y répondre en leur vendant un matériel à bas coût qui leur permet-

tra de mettre en place des solutions d'irrigation, seules capables de leur faire gagner un peu d'argent pour passer à l'étape suivante. «Ainsi 17 millions de personnes ont pu vendre leurs produits sur le marché et sont sorties de la grande pauvreté», écrit-il.

C'est un travail d'écoute qui lui montre que les recettes traditionnelles visant à lutter contre la pauvreté sont forcément sans issue. «Les experts en pauvreté passent très peu de temps à écouter les pauvres», écrit-il. Les ONG sont trop souvent axées sur l'estime de leurs dirigeants et trop méprisantes à l'égard des mesures «matérialistes» tels que les coûts et profits. A quoi ont servi les 568 milliards d'aide de la Banque Mondiale? A bien peu. Le chapitre sur les trois mythes de l'éradication de la pauvreté (dons, croissance centrée sur les villes et multinationales) est un moment d'anthologie. La solution implique que les paysans qui n'ont qu'une surface dérisoire à cultiver puissent investir temps et argent. Faire du «business» en somme. Qu'on arrête de salir l'expression, s'irrite l'auteur. Les pays riches doivent changer d'état d'esprit et investir dans les centaines de millions de clients qui ont moins d'un dollar par jour. Les pompes de IDE montrent que c'est possible.

Emmanuel Garessus